

l'honorable député de Vancouver-Centre (l'hon. M. Stevens) qui a noté combien de voyages les dix vaisseaux de la compagnie Petersen pourront faire pendant une saison. Il me semble que cela ne suffirait pas à modifier sensiblement l'état de choses actuel, en ce qui concerne les transports maritimes. Je consens, néanmoins, à examiner la question; je reconnais, à la louange du Gouvernement qu'il a fait au moins une tentative pour apporter une amélioration. Je sais ce qu'on penserait dans l'Ouest si l'on s'apercevait que nous nous sommes opposés à toute tentative faite en vue de provoquer une amélioration et de trouver une solution au problème que pose la coalition; si nous nous croisions les bras et déclarions qu'il n'y a rien à faire, — je parle aussi bien pour moi que pour la plupart des autres membres de notre groupe. Nous désirons vivement un examen de cette question; je suis persuadé que, si elle est renvoyée à un comité, si ce dernier fait un examen approprié — s'il peut convoquer des témoins et les assermenter — quel que soit le résultat de cet examen, nous pourrions au moins connaître tous les faits de la cause. En possession de tous les renseignements voulus — et le premier ministre a promis, si je ne me trompe, que rien ne serait fait pour nous empêcher de recueillir tous les renseignements possibles sur ce sujet — connaissant tous les faits de la cause, nous pourrions nous prononcer intelligemment sur cette affaire. Quelque critique que j'aie pu formuler, je ne me suis pas levé pour prendre une attitude hostile vis-à-vis de cette convention, car il me semble que nous avons en face de nous une formidable organisation et nous pourrions avoir beaucoup de peine à la combattre. Toutefois je suis prêt à dire: faisons un effort pour régler cette question; renseignons-nous et tâchons de trouver ce que nous pouvons faire. Quand nous en aurons agi de la sorte la plupart des honorables députés seront en état, le temps venu, de voter en connaissance de cause.

M. SUTHERLAND: Il n'est personne en ce pays, monsieur l'Orateur, qui ne doive envisagé la situation qui existe autrement que comme très grave. De même sont très grandes les difficultés que le Gouvernement a à surmonter à cette phase de notre existence. Il y a déjà nombre d'années nous avons assumé des obligations très lourdes que ne font que grossir d'année en année. Nul doute que la guerre ne nous en ait légué un grand nombre. Et, sept ans après la fin de la guerre, l'état de choses qui règne est loin d'être satisfaisant, et les perspectives ne sont guère encourageantes. De sorte qu'il devient nécessaire pour tout citoyen loyal et patriote, en ce pays, de faire

[M. Forke.]

tout ce qui est en son pouvoir afin que, sans tarder, la situation s'améliore. Le pays possède des ressources considérables, dont une grande partie intacte. Nous sommes dans la situation avantageuse de vivre dans un pays que la nature a si richement doté. Cela n'empêche pas que les obligations qui nous sont dévolues doivent retenir notre plus sérieuse attention. Que le Gouvernement soit assuré qu'aucune de mes paroles, cet après-midi, n'est inspirée par le désir de lui causer des difficultés d'aucune sorte. Je ne veux être guidé que par le franc-parler nécessaire dans une situation comme celle qui existe.

Je ne me sentirais pas à l'aise de laisser prendre un vote sur cette question, sans avoir exprimé mon opinion. Bien des choses ont déjà été dites au sujet de la solution que le Gouvernement se propose d'apporter à quelques-unes de nos difficultés visées par le contrat Petersen. On ne saurait nier que la question du transport est de grande importance pour résoudre les problèmes d'un pays aussi immense que le nôtre. Le transport maritime est particulièrement digne de considération dans une contrée qui a une population agricole si considérable et qui a besoin de débouchés à l'étranger pour écouler ses produits. On a prétendu, et selon moi avec raison, que nous avons devancé nos besoins dans l'établissement des voies ferrées, et le problème qui se pose à nous maintenant c'est de savoir ce qu'il faut faire de réseaux si étendus dans un pays où la population est si éparsée et disséminée. Je me demande s'il ne serait pas sage, de notre part, de supprimer plusieurs des lignes actuellement en exploitation et d'éliminer la concurrence par une entente entre le réseau national et le Pacifique-Canadien. Nous n'avons rien à gagner à persister dans cette concurrence dont nous sommes les témoins presque tous les soirs, au départ des trains de la capitale. Nous voyons un train prêt à partir sur la voie du Pacifique-Canadien et tout à côté un train du National-Canadien, tous deux à destination de l'Ouest. Ces deux convois, qui quittent la gare à peu près à la même heure, se font concurrence l'un à l'autre. Ne serait-il pas plus avantageux pour le public que l'un partît plusieurs heures avant l'autre; ne vaudrait-il pas mieux mettre fin à pareille compétition? Cette rivalité au détriment du service, dans l'obtention de trafic de même destination, me paraît être contraire aux saines méthodes d'affaires. Je sais bien que le ministre des chemins de fer se rend compte de la difficulté de résoudre un tel problème; mais la situation est si grave qu'il doit se convaincre de la nécessité de faire quelque chose afin de l'améliorer.

Le projet actuellement soumis à la Chambre a dû causer beaucoup de surprise à la popula-